

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Vladimir Poutine, Président russe, et Gerhard Schroeder, Chancelier allemand, sur le rôle de l'ONU dans la reconstruction de l'Irak, l'aide humanitaire aux Irakiens et la coopération politique entre la France, l'Allemagne et la Russie, Saint-Petersbourg le 11 avril 2003.

LE PRÉSIDENT POUTINE - Bonjour, Mesdames, Messieurs. Nous venons de terminer une réunion France-Allemagne-Russie au plus haut niveau. Comme vous le savez, ceci n'est pas le premier sommet de ce genre. En mars 1999, les leaders des trois pays se sont déjà réunis à Moscou. Le fait que nous nous réunissions à nouveau n'est pas un effet du hasard. C'est une nécessité objective conditionnée par le grand niveau des relations bilatérales et de la prise de conscience de nos responsabilités pour la situation en Europe et dans le monde entier.

A la veille du sommet Russie-Union européenne à Saint-Petersbourg le 31 mai prochain, c'est très important pour nous de discuter la préparation de cet événement extraordinaire, de vérifier l'état de toutes les questions relatives à notre coopération avec l'Union européenne. Nous allons tout faire pour rendre ce sommet non seulement historique de par ses participants mais aussi par la nature des décisions qui vont être prises.

Nous avons beaucoup parlé aujourd'hui de l'architecture de sécurité internationale. Et, dans ce contexte, nous avons souligné la fonction unique de l'ONU en tant que principal mécanisme régulateur dans les relations internationales. Une opinion partagée a été énoncée que ce n'est pas possible d'atteindre ces objectifs sans une coopération à l'intérieur de l'espace transatlantique et euro-atlantique.

Et, bien évidemment, dans le cadre de ces discussions, nous avons parlé de la crise iraquienne. La position de notre pays sur ce plan reste inchangée. Aujourd'hui, les tâches prioritaires pour nous sont bien évidemment le passage vers le rétablissement de bases plus paisibles dans ce pays, la solution des questions humanitaires. Et nous estimons que tous ces problèmes, toutes ces questions peuvent être réglées et doivent être réglées dans le respect du rôle central de l'ONU.

Nous avons dit notre opinion commune que la situation en Iraq ne devait pas faire perdre de vue la nécessité des efforts internationaux en vue de surmonter d'autres conflits régionaux. Nous avons évoqué le conflit israélo-palestinien et la progression vers le règlement définitif au Proche-Orient. Nous avons discuté de la perspective d'une feuille de route que vous connaissez. Nous avons discuté du problème de la péninsule de Corée, de la situation de la Corée du nord. Bien évidemment, nous avons évoqué d'autres questions d'intérêt mutuel y compris l'aspect bilatéral Russie-Allemagne, Russie-France.

Au total, nous sommes optimistes pour ce qui est de la perspective de nos relations bilatérales avec la France et l'Allemagne. L'intérêt de Moscou, Paris et Berlin est de développer leurs relations traditionnelles et anciennes, qui ne sont pas fonction de la conjoncture politique, et nous

relations traditionnelles et anciennes, qui ne sont pas fonction de la conjoncture politique, et nous sommes persuadés que le développement de ces relations a une grande importance pour le renforcement de la stabilité européenne et internationale. Merci.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs, je voudrais d'abord souligner le plaisir que j'ai de me retrouver ici à Saint-Pétersbourg avec le Président POUTINE et le Chancelier SCHROEDER. C'est vrai que notre dernière réunion à trois avait eu lieu à Bor, à côté de Moscou, et j'en avais d'ailleurs gardé un excellent souvenir.

Cette rencontre nous a permis d'évoquer la situation internationale. Sur l'Iraq, il existe depuis le début de la crise, vous le savez, une étroite concertation entre nos trois pays. Avec la chute de la dictature de Saddam HUSSEIN, nous allons entrer dans une nouvelle phase. Notre objectif à tous, je crois, doit être de créer les conditions qui rendront au peuple iraquien sa dignité et la maîtrise de son destin. Dans l'immédiat, comme vient de le dire le Président POUTINE, la priorité de la communauté internationale doit être de venir en aide au peuple iraquien. C'est pourquoi il faut acheminer au plus vite l'aide humanitaire dont la population a besoin dans tous les domaines, à commencer bien entendu par les hôpitaux.

Dès que possible, et après la phase nécessaire de sécurisation, il faut engager la reconstruction politique, administrative, institutionnelle, sociale, économique de l'Iraq. Et c'est une tâche immense. Il appartiendra, selon nous, aux Nations Unies d'y jouer un rôle central. Seules les Nations Unies ont la légitimité nécessaire. Elles seront efficaces car elles ont l'expérience depuis longtemps de la gestion des sorties de crise. Elles seules, les Nations Unies, peuvent apporter au peuple iraquien la garantie que son intégrité, sa souveraineté, son identité seront pleinement reconnues et respectées. Elles seules peuvent donner toutes ses chances à la construction d'un ordre régional stable et pacifique.

En tous les cas, c'est aujourd'hui le combat de la France. Double combat, humanitaire dans l'immédiat et politique pour la gestion de la sortie de cette crise et la reconstruction de l'Iraq. En ce qui concerne la France, nous sommes naturellement, dans ce cadre, celui des Nations Unies, prêts à prendre toutes nos responsabilités.

Nous avons évoqué le problème du Proche-Orient. Vous savez que nous attendons avec impatience la publication annoncée de la feuille de route du Quartet. Nous avons déjà plus de trois mois de retard. Nous pensons qu'il est maintenant tout à fait urgent d'engager, par cette publication, un processus de retour à la paix dans cette région du monde.

Nous avons également examiné les moyens de renforcer le partenariat entre la Russie et l'Union européenne, et ceci à la veille de la réunion du sommet Union européenne-Russie qui se tiendra ici-même à Saint-Pétersbourg dans quelques semaines. Avec l'Allemagne, nous sommes très désireux d'aller de l'avant et nous avons d'ailleurs fait, les Allemands et nous, des propositions concrètes à nos partenaires de l'Union européenne pour renforcer la coopération entre l'union européenne et la Russie.

Au-delà de l'actualité immédiate, qui comportait aussi une réflexion sur le problème de la Corée du nord, au-delà de ces problèmes, la relation bilatérale, que nous avons également évoquée avec le Président POUTINE, est excellente entre la France et la Russie. Nous avons des domaines privilégiés de concertation et de coopération, qui sont le domaine aéronautique et spatial et aussi le domaine de l'énergie.

Nous avons évoqué la préparation du sommet d'Evian, qui sera important, et nous avons dit, le Chancelier et moi, au Président POUTINE combien nous souhaitons que la Russie ratifie le plus rapidement possible, comme elle l'a décidé, le protocole de Kyoto.

Voilà quelques-uns des sujets que nous avons évoqués. Il y en avait d'autres mais j'ai voulu ne pas être trop long.

LE CHANCELIER SCHROEDER - La journée d'aujourd'hui prouve combien la situation internationale peut avoir une influence sur une rencontre bilatérale d'un caractère tout à fait normal et ordinaire. Je me permets de vous rappeler qu'à l'origine, il était prévu que nous nous rencontrions ici dans le cadre du dialogue de Saint-Pétersbourg, ce qui d'ailleurs a été fait. Mais il est évident que la situation internationale passe au premier rang de nos délibérations. Il est aussi heureux pour moi que le Président français ait pu participer à cette rencontre,

notamment parce que le débat sur la situation internationale s'avère impératif entre nous.

Permettez-moi aussi de dire que le dialogue de Saint-Pétersbourg entre la Russie et l'Allemagne a une fois de plus montré la qualité excellente des relations entre les deux pays. C'est à dessein que nous avons dit que, très probablement depuis cent ans, les relations entre la Russie et l'Allemagne n'ont jamais été aussi bonnes qu'elles le sont à l'heure actuelle. Et, après les expériences fâcheuses de guerres sanglantes au cours du dernier siècle, en effet, cela était loin d'être une évidence.

Dans le cadre de ce dialogue de Saint-Pétersbourg, nous avons constaté qu'il s'agit non seulement de relations entre gouvernements qui entretiennent des liens amicaux entre eux, ou entre ceux qui sont à leur tête, mais qu'il s'agit aussi de relations qui touchent à la vie quotidienne des citoyens de nos deux pays et qui sont ancrées dans le cœur des hommes et des femmes en Allemagne et en Russie. C'est pourquoi je m'en félicite tout particulièrement.

Naturellement, nous avons parlé des relations bilatérales mais également des relations entre l'Union européenne et la Russie. Vous n'êtes pas sans savoir que la coopération entre la France et l'Allemagne au sein de l'Union européenne a toujours une qualité particulière et continuera à l'avoir à l'avenir. J'ouvre une parenthèse en disant que, lorsque cette coopération n'était pas étroite, ce sont justement nos partenaires de l'Union européenne qui nous ont critiqués. Parfois, on est étonné de voir que lorsque les relations sont particulièrement étroites, l'on se fait critiquer également. Mais la vie est comme cela, que voulez-vous ! La vie politique est comme cela, parfois.

En tout cas, cette coopération entre la France et l'Allemagne, sans pour autant vouloir exclure qui que ce soit au sein de l'Union européenne, est un facteur important en vue de ce processus que nous voulons renforcer, c'est-à-dire la stratégie entre l'Union européenne et la Russie, pour qu'elle ne soit pas seulement théorique mais qu'elle devienne une réalité au sein de la société, de l'économie, de la politique. Ceci est de l'intérêt des deux parties. C'est notre intérêt qu'une coopération plus étroite, un partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie se développent.

Naturellement, nous avons parlé de l'Iraq. Je serai très bref car je voudrais souscrire à ce que viennent de dire les deux Présidents. Il s'agit maintenant de pouvoir mettre une fin définitive à la guerre. Toute journée qui permettra de terminer cette guerre plus tôt que prévu est une meilleure journée que dans le sens inverse, car on évitera des victimes aussi bien parmi la population civile que parmi les militaires engagés dans cette guerre.

Deuxièmement, nous devons arriver à ce qu'une catastrophe humanitaire soit évitée, c'est-à-dire que nous devons en arriver à ce que les individus, les hommes, les femmes, les enfants puissent avoir les moyens d'être alimentés en eau et en nourriture. Je crois que la résolution du Conseil de sécurité en offre une très bonne base. L'Allemagne, à l'instar des autres, l'a déjà dit. Elle va faire preuve d'un effort important lorsqu'il s'agira de financer l'aide humanitaire sur la base des résolutions des Nations Unies. En plus, il incombera aux alliés, et ceci à la lumière des images que nous voyons à la télévision en ce qui concerne les pillages et autres choses, de ne ménager aucun effort pour rétablir l'ordre dans le pays pour éviter tout autre pillage.

Puis, il s'agira de l'organisation du processus de reconstruction. Je ne vous dévoile pas un secret, nous l'avons dit sans cesse, l'Allemagne également entend jouer un rôle central dans ce processus, dans le cadre des Nations Unies. La reconstruction, permettez-moi de le dire ainsi, doit se faire sous le toit des Nations Unies. Quant aux détails, on pourra voir après, on devra en parler avec les alliés mais il faut que le toit soit bien défini, et ceci en tenant compte de l'expérience riche des Nations Unies dans ce type de processus, qui leur donne une fonction légitime à laquelle il a été fait allusion déjà. C'est pourquoi il importe, à mon avis, qu'au cours de ce processus, on fasse le nécessaire pour qu'après la chute de la dictature dans ce pays, le peuple iraquien soit en mesure de mener une vie qu'il pourra déterminer lui-même, de vivre en paix et je dirais que ceci doit unir tout le monde, non seulement ceux qui sont présents ce soir ici. Il importe pour moi que l'on voie très clairement que, sur cette toile de fond, tout débat qui

voudrait que nous, hommes politiques, nous aurions fait une mutation, que nous serions devenus des forgerons d'un mouvement "anti je ne sais quoi", est loin d'être justifié. Il s'agit pour nous d'apporter notre aide dans une situation très difficile, de faire le nécessaire absolu.

QUESTION - On a l'impression que les forces d'occupation en Iraq ont oublié leurs responsabilités dans le pays. Les pilleurs, la catastrophe humanitaire, l'anarchie. Comment voyez-vous cela ? Est-ce que l'action militaire a abouti en Iraq ?

LE PRESIDENT POUTINE - Je me permettrai de commencer, si mes collègues sont d'accord. La première partie de la question concerne la responsabilité des forces d'occupation pour la situation en Iraq. Nous ne sommes pas réunis ici pour critiquer les actions d'occupation. Notre position concernant ce problème n'a pas changé. Je ne crois pas que les membres de la coalition anti-iraquienne ont oublié leurs responsabilités. Par contre, je crois qu'ils font tout pour prévenir la catastrophe humanitaire. D'autre part, la chaîne des problèmes est telle que, résoudre ce problème, ils sont incapables de le faire. C'est la réalité. Ils le savent. Ils ont signé la résolution de l'ONU adoptée il n'y a pas longtemps. D'après la Convention de Genève, ils sont responsables pour la situation dans le pays. Nous, on pense que tout va être fait.

En ce qui concerne les buts, est-ce que les buts de cette action militaire ont abouti ? Mais il ne peut y avoir qu'un seul but : le désarmement de l'Iraq, la recherche des armes de destruction massive. Comme nous le savons, rien n'a été trouvé. Même aux derniers moments de sa lutte pour la survie, le régime iraquien n'a pas utilisé ses moyens. Nous ne savons pas : est-ce qu'ils existaient, existent ou pas, ces moyens de destruction massive ? Mais si, dans le dernier moment de son existence, il n'a pas utilisé ces moyens, c'est le témoignage de ce qu'ils n'existent pas ou qu'ils sont dans un état où ils ne peuvent pas être utilisés.

Alors là, la question se pose de l'utilité de cette action. Quel problème voulait-on résoudre ? Voilà en ce qui concerne la question principale, la question du désarmement de l'Iraq.

S'agissant de la question des armes de destruction massive, je crois que l'on n'a pas atteint les buts. C'était même impossible de le faire sans les experts de l'Organisation des Nations Unies. Tôt ou tard, ceci devra être fait parce que les découvertes des forces de l'Alliance ne peuvent pas être reconnues comme légitimes. A leur place, j'aurais trouvé quelque chose. Déjà, c'est étrange qu'ils n'aient rien trouvé. Si quelque chose doit être trouvé, seuls les inspecteurs, les experts des Nations Unies peuvent dire d'où proviennent ces armes.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Tout d'abord, je voudrais dire que c'est une victoire militaire ou que cela deviendra une victoire militaire, aucun doute ne peut être permis. Il importera maintenant de faire de cette victoire militaire un bénéfice pour le peuple iraquien et pour toute la région et, à partir de là, pour la politique internationale. Voilà le devoir qui est le nôtre.

A la lumière de ce devoir, je me passerai de parler du passé. Mais je parlerai plutôt avec d'autres sur les possibilités qui existent pour faire d'une victoire militaire un bénéfice durable pour le peuple iraquien et la région. Et c'est exactement de cela que nous avons parlé ce soir. Et ceci doit se faire le plus vite possible. Plus nous réaliserons ce point, plus la chance sera grande. Aide humanitaire pour le peuple iraquien dans les meilleurs délais, aussi vaste que possible, rétablissement de l'ordre dans le pays sous la responsabilité des alliés. Et, troisièmement, sous le toit des Nations Unies, il faudra donner l'aide et des perspectives en vue de la reconstruction d'un Iraq démocratique dont nous espérons qu'à l'avenir il connaîtra la prospérité. D'ailleurs, vu le potentiel énorme qui existe dans ce pays, je crois que cela est faisable. Et sur ces questions-là, également, c'est là-dessus que l'opinion publique et les hommes politiques de tous les pays devraient se mettre d'accord sur le fait que c'est cela la question-clé.

LE PRESIDENT - Je suis tout à fait d'accord avec ce qui a été dit, d'abord par le Président POUTINE et ensuite par le Chancelier. Pour donner mon sentiment sur la question précise qui, si j'ai bien compris, a été posée et qui concernait l'ordre public et l'ordre humain, je voudrais dire que, conformément, d'ailleurs le Président POUTINE l'a évoqué, aux lois de la guerre et au droit international, c'est aux forces américaines et anglaises en tant que puissances occupantes que revient cette responsabilité de maintenir l'ordre et de créer les conditions permettant -c'est ce que nous demandons- d'acheminer l'aide humanitaire. C'est, dans cette phase actuelle et avant la phase de reconstruction, la responsabilité des puissances occupantes.

la phase de reconstruction, la responsabilité des puissances occupantes.

QUESTION - En vous réunissant au sommet à trois, vous n'avez pas l'impression de prolonger la fracture de la communauté internationale, de l'incarner ?

LE PRESIDENT POUTINE - Non, nous ne le croyons pas. Ce n'est pas par hasard que j'ai dit que ce n'est pas la première rencontre en cette formation. En 1998, cette rencontre a déjà eu lieu. Il existe d'autres formes tripartites, France, Allemagne et Pologne, et je crois que la prochaine rencontre est prévue pour bientôt.

Le but de notre rencontre n'est pas la division de la communauté internationale mais la recherche d'une voie de travail commun dans la construction d'une structure, de l'architecture de sécurité internationale acceptable pour tous au XXI^e siècle. Notre rencontre a un caractère ouvert. Tout le monde la connaissait, d'autres collègues ont reçu des invitations. Naturellement, cela s'est fait dans des très brefs délais et ils n'ont pas pu venir. Nous avons l'intention de continuer à travailler dans ce format, et même dans un format plus large.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je voudrais faire le commentaire suivant. Je ne comprends pas très bien pourquoi vous posez cette question. Car il y a des soupçons, beaucoup d'hypothèses, beaucoup de soupçons et de choses qui ont été dites. Qu'est-ce qu'on attend dans une situation difficile ? Qu'attendent les peuples que nous représentons, qu'est-ce qu'ils attendent des hommes qui font preuve de sens des responsabilités ? Ils n'attendent pas de nous qu'ils ne se rencontrent pas pour parler éventuellement des solutions aux crises. Mais ils attendent, à juste titre, que les hommes politiques se rencontrent, qu'ils apportent une contribution substantielle au débat et qu'ils montrent de quoi ils ont parlé. C'est tout à fait normal de l'attendre des hommes politiques. Ceux qui ne travaillent pas dans la politique mais dans la vie quotidienne, et je le comprends très bien, l'attendent de nous. Et c'est pourquoi je réponds dans l'esprit de ce qu'a dit Monsieur POUTINE. Cette rencontre d'aujourd'hui est en réaction naturellement à la situation internationale. Il était au début prévu de faire des consultations bilatérales mais la situation telle que nous l'avons aujourd'hui nous fait nous adapter à la situation internationale. Et tous ceux qui connaissent la politique comprennent très bien qu'il en soit ainsi.

LE PRESIDENT - Nous sommes trois des pays qui, à l'origine de la crise, ont fait la même analyse et en ont tiré les mêmes conclusions, à savoir que le désarmement de l'Iraq était nécessaire mais qu'il pouvait être obtenu par des voies pacifiques. La situation est ce que vous savez et la guerre a eu lieu. Nous n'avons naturellement jamais douté de son issue. Et dans toute chose malheur est bon : nous nous sommes réjouis de la chute d'une dictature unanimement condamnée dans le monde.

A partir de là, quel était notre désir de concertation, sur quoi reposait-il ? Sur une inquiétude et sur une conviction. Sur une inquiétude, c'est la situation dramatique dans laquelle se trouvent aujourd'hui un très, très grand nombre d'Iraqiens, qui nécessite une aide humanitaire le plus rapidement possible. Ce qui implique naturellement des conditions matérielles permettant son acheminement. Et nous voulions ensemble nous concerter sur ce que nous pouvons faire ou demander à nos amis pour accélérer à la fois la mise en oeuvre et l'acheminement de l'aide humanitaire. Cela, c'est essentiel. Vous admettez qu'à soi tout seul, cela justifie une concertation entre trois nations importantes, pour essayer de contribuer ensemble à apporter une solution à ce problème dramatique et humain. Il n'y aurait eu que cela, c'était amplement justifié de répondre à l'invitation du Président POUTINE.

Mais il y avait aussi une conviction, et l'affirmation d'une conviction : nous avons une vision commune du monde de demain, qui est une vision d'ailleurs très largement partagée par les peuples et par les pays du monde. Nous souhaitons que le monde de demain soit un monde multipolaire. Nous souhaitons que chacun de ces grands pôles, dont on voit bien que petit à petit ils s'organisent, ait des relations équilibrées pour garantir la paix et la démocratie. Cette vision du monde, cette conception qui est la nôtre exclut naturellement, l'unilatéralisme. C'est la raison pour laquelle nous sommes favorables à une Organisation des Nations Unies qui soit à la fois respectée, reconnue, efficace. S'il faut faire une réforme des Nations Unies, nous sommes tout à fait prêts, naturellement, à l'envisager. Mais ce qui est essentiel à nos yeux, c'est qu'il y ait une Organisation qui fasse respecter une loi internationale qui soit une loi de solidarité, de

développement et de sécurité. Autrement dit une loi de paix et de démocratie. Et, donc, nous pensions qu'il n'était pas mauvais que trois pays qui ont eu une histoire mouvementée mais qui, aujourd'hui, ont appris à se respecter, à se connaître et à s'aimer, se réunissent, dans le cadre d'ailleurs d'une procédure traditionnelle. J'étais présent à la première réunion, en 1998 ou en 1999, à trois, dans la même formation. Et, à l'époque, nous avons pris la décision de poursuivre cette procédure informelle et transparente. C'est-à-dire que nous n'avons pas de secret. Nous disons, et tout à fait clairement et de façon transparente, ce que nous pensons. Nous avons pensé que c'était effectivement, aussi, l'un des moyens d'approfondir notre concertation sur notre vision du monde de demain. Voilà, je pense, des raisons qui justifient amplement le fait que trois chefs d'Etat ou de gouvernement se réunissent.

LE PRESIDENT POUTINE - Vous savez, je me permettrai de rajouter juste deux mots. Naturellement, nous avons beaucoup parlé de l'Iraq. C'est naturel. Mais le problème de l'Iraq n'était pas le sujet unique de notre discussion, il y en avait beaucoup plus. Nous sommes préoccupés par la situation autour de la Corée du nord. Le conflit du Proche-Orient nous préoccupe. Nous avons pas mal de questions bilatérales à discuter. Et, en ce qui concerne les buts de l'opération, est-ce que l'opération a abouti ou non, je voudrais ajouter quand même deux mots.

Nous ne devons pas oublier autour de quoi est apparu ce problème. Personne n'aimait le régime irakien, à part peut-être Saddam HUSSEIN, mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agissait du désarmement de l'Iraq et, éventuellement, des armes de destruction massive, si elles existaient. Et personne ne doutait que les pays les plus puissants du monde ont la suprématie militaire sur un pays mal armé. Sur le maillot du collègue qui est à côté de vous, il y a le portrait du camarade " CHE ", l'un des représentants reconnus de la théorie de l'exportation de la révolution socialiste. Nous n'avons pas l'intention d'exporter la révolution capitaliste ou démocratique. Si on se le permettait, alors, on verrait une multitude de conflits et nous ne devons pas le permettre. Et quand je dis nous, je parle non seulement de ceux qui sont ici, je parle de l'opinion mondiale et aussi des représentants de la ligue anti-iraquienne.

QUESTION - Vous avez dit tous les trois que le rôle central des Nations Unies devait exister quand il s'agira de reconstruire l'Iraq. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne parlent d'un rôle vital. Donc il s'agit de deux choses différentes. D'un côté, il s'agit de l'aide humanitaire et, de l'autre côté, il s'agit de la reconstruction du pays, la reconstruction économique, où des intérêts économiques particuliers jouent, surtout dans le domaine de l'énergie. Comment faut-il l'entendre ? Les Américains n'ont pas eu besoin des Nations Unies pour la guerre. Est-ce qu'il se peut que maintenant ils aient besoin des Nations Unies pour la paix, pour l'humanitaire, et qu'ils continuent à reconstruire économiquement le pays ?

LE PRESIDENT POUTINE - Vous savez qu'il s'agit d'un cas où les gens ont une conduite assez conséquente, et ceci allège un peu notre tâche parce qu'on comprend à peu près la vision et les actions de nos partenaires. Je crois que cette question est légitime. Malgré toute l'importance des questions économiques, avant tout, nous devons penser à la solution des problèmes de caractère humanitaire, des questions de normalisation de la vie publique en Iraq. Nous ne devons pas nous permettre de passer aux éléments du nouveau colonialisme. Nous devons tout faire pour que le destin de l'Iraq se retrouve dans les mains du peuple irakien. Et, pour ceci, il existe des variantes, des solutions. Le Président CHIRAC a donné des exemples de solutions de ce genre dans l'histoire moderne. Le schéma est tout simple, comme dans le cas de l'Afghanistan : la conférence internationale sous l'égide de l'ONU, l'administration nationale provisoire qui doit préparer les élections démocratiques et tenir ces élections pour transmettre le destin de l'Iraq dans les mains du peuple irakien. Mais, en première étape, l'administration d'occupation doit résoudre les questions humanitaires et les questions d'organisation de la vie publique.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je n'aime pas qu'on essaie d'interpréter les différents termes. Il faut dans les entretiens avec les alliés d'un côté, les Nations Unies d'un autre côté, savoir exactement ce que signifient les termes. Se livrer à des débats théoriques là-dessus ne sert à rien, d'autant plus qu'en ce moment même, il s'agit essentiellement, il faut le dire, d'aider le

peuple iraquien, de rétablir l'ordre et le calme et de faire en sorte que le processus de reconstruction, quels que soient les détails, se fasse sous le toit des Nations Unies.

Par ailleurs, je me permets de signaler que, dès ce week-end, dès cette fin de semaine, il y a des entretiens auprès des institutions financières internationales, auprès de la Banque mondiale, du FMI, qui portent sur ces questions. Et les deux, aussi bien le Fonds monétaire international que la Banque mondiale, ont dit que, pour pouvoir s'engager, ils ont besoin d'un mandat des Nations Unies ou qu'ils aimeraient avoir ce mandat.

LE PRESIDENT - Je suis tout à fait sur la même ligne que celle qui vient d'être présentée par le Président POUTINE et par le Chancelier SCHROEDER. Il y a la phase actuelle, elle relève de la responsabilité des troupes anglaises et américaines. Et puis, il y a la reconstruction, c'est vrai, politique, économique, administrative, sociale, de l'Iraq et donc la création d'une autorité de nature gouvernementale iraquienne. Cette autorité sera confrontée naturellement à un problème de légitimité et seules les Nations Unies, aujourd'hui, sont source de légitimité. C'est la loi internationale. Seules, elles ont l'autorité morale et l'expérience nécessaire pour donner une crédibilité à un processus de création ou de recréation d'un Etat. Les Nations Unies ont de surcroît une grande expérience, comme on l'a vu au Cambodge, au Timor, au Kosovo, en Sierra Léone, en Afghanistan. Et, donc, il y a tout lieu de leur faire confiance. Voilà pourquoi nous pensons qu'au-delà de la période de sécurisation, les Nations Unies doivent effectivement, en tant que seules porteuses de légitimité, avoir la charge de reconstruire l'Iraq.

QUESTION - Il y avait des appels en ce qui concerne les dettes de ce pays. Qu'en pensez-vous ? Comment voyez-vous la procédure ?

LE PRESIDENT POUTINE - En ce qui concerne les dettes, que peut-on dire ? Il y a ceux qui ont tiré, il y a ceux qui ont pillé, quelqu'un doit payer pour cela, c'est toujours comme cela. Mais, malgré l'ironie, je dois dire qu'en général cette question se pose. La Russie n'a rien contre une telle question. En ce qui concerne le volume total des dettes à la Russie des pays les plus pauvres, nous sommes à la troisième place après le Japon et, comparé au PNB, nous tenons la première place. Mais tout ceci se fait en consultation avec la Banque mondiale, avec le Club de Paris. Cela ne peut s'effectuer qu'au cours de négociations. Nous sommes prêts à tenir ces négociations en ce qui concerne la suite de cette question. Je ne peux pas le dire maintenant, mais il y a des procédures spéciales pour des pays de ce type.

En ce qui concerne la reconstruction de l'Iraq, nous venons d'en parler, je ne crois pas qu'il faille se répéter. Je suis absolument d'accord avec ce que vient de dire le Président CHIRAC.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je rejoins ce qu'a dit le Président POUTINE. L'enceinte où il faut parler des dettes, c'est le Club de Paris. Et il faut respecter une certaine procédure. Notamment, il faut être en présence d'un gouvernement légitime qui puisse adresser ses demandes au Club de Paris. Pour le moment, ceci n'est pas le cas, donc il ne sert à rien de parler de cette question sur la base de toutes ces déclarations, avec tout le respect que nous devons aux journaux, à la presse. Mais il faut être clair et net : il faut qu'un gouvernement légitime soit présent pour s'adresser, selon les procédures, au Club de Paris. Ensuite, on discutera de cette question et ce n'est pas avant que cela pourra se faire.

LE PRESIDENT POUTINE - Je crois qu'en principe, cette question, on pourrait commencer à la discuter lors de la rencontre d'Evian, compte tenu de la situation spéciale. L'Iraq n'est pas le pays le plus pauvre du monde mais là, la situation est spéciale et souvent les Huit réagissent. Et si la France, comme organisateur de la réunion des Huit, est d'accord, nous, nous sommes d'accord aussi.

QUESTION - On a entendu, depuis quarante-huit heures, certains responsables de l'administration américaine laisser entendre qu'après l'Iraq, la Syrie pourrait être un pays dont le régime devrait être changé. Est-ce que c'est une perspective qui vous inquiète ou est-ce que la chute de la dictature pourrait, là-aussi, être une occasion de se réjouir ?

LE PRESIDENT POUTINE - Je crois que j'ai beaucoup parlé de cette question, aujourd'hui, lors du dialogue du Forum de Saint-Pétersbourg. Le Chancelier en a parlé aussi. Le changement de régime dans tel ou tel pays doit être dicté par les impulsions de la vie politique du pays lui-même et uniquement dans cette situation, les changements de régime politiques peuvent être établis

et, uniquement dans cette situation, les changements de caractère politique peuvent être stables, efficaces, répondre aux réalités historiques, à l'expérience de tel ou tel pays. Et je dois dire qu'il n'existe pas de modèle unique de démocratie. Même dans la communauté européenne, les principes sont les mêmes mais on ne peut pas avoir de modèle unique. Si on veut avoir un modèle unique, il faut polir les régimes de quelque 80% des pays du monde. Et, dans les cas les plus graves, ici où ailleurs, plus tôt ou plus tard, nous allons affronter des problèmes aussi difficiles que celui de l'Iraq. C'est un risque de conflit militaire incessant et c'est très dangereux. Il est plus productif de choisir une autre voie, la voie de la définition des principes de solution de situations de ce genre, agir de manière judicieuse. Et, sous la pression de tous les pays du monde, n'importe quel régime du monde peut se transformer, s'améliorer. Le choix de la guerre, c'est le pire des choix.

LE CHANCELIER SCHROEDER - Je dirais que tout ce que vous venez de dire ne fait pas partie de la politique de l'administration des Etats-Unis. C'est pourquoi je ne m'engagerai pas dans une discussion là-dessus. En ce qui concerne le fond des choses, je crois que j'ai dit qu'en ce qui concerne les principes de la Charte des Nations Unies, nous faisons nôtres ces principes. Nous l'avons dit lorsque nous avons parlé du dossier de l'Iraq et de la guerre et nous maintenons notre position.

LE PRESIDENT - Pour ma part, je ne vois pas d'autre situation de la même nature que celle de l'Iraq dans cette région et, donc, la question me semble sans fondement. Le seul problème de la région, c'est le problème israélo-palestinien, qui exige une véritable impulsion de la part de la communauté internationale pour engager les parties à revenir à la table de négociations et poursuivre un processus permettant d'arriver à la paix. Et ça, cela pose le problème que nous avons évoqué tout à l'heure, et sur lequel je ne reviens pas, de la publication de la feuille de route du Quartet qui, de mon point de vue, est extrêmement urgente.

QUESTION - Monsieur le Président POUTINE, vous avez utilisé des mots très sévères quand vous avez parlé de nouveau colonialisme, de l'exportation du capitalisme. Est-ce que vous ne craignez pas que, lors de la rencontre entre l'Union européenne et la Russie, fin mai, certains invités ne viennent pas ?

LE PRESIDENT POUTINE - Fin mai, nous avons une réunion prévue depuis longtemps, c'est le sommet entre la Russie et l'Union européenne. Tout simplement, à cause du tricentenaire de Saint-Petersbourg, c'est un format un peu plus large et nous serons heureux de voir tout ceux que nous avons invités.

En ce qui concerne l'essence de cette question, je ne crois pas que ce soit une question trop épineuse. La situation de l'Iraq doit être résolue le plus tôt possible sur la base de la Charte de l'ONU et sur la base de la pratique de l'ONU dans des situations de ce genre ces dernières années. Nous en avons déjà beaucoup parlé avec le Chancelier et le Président français. La pratique existe : plus tôt nous irons sur la voie prévue par le droit international, mieux ce sera. Et si nous retardons la solution de la question dans le cadre de l'ONU, cela va rappeler plutôt la situation coloniale. Là, il n'y a rien de particulier, rien de nouveau, je dois dire que je ne suis pas le seul qui pense de cette manière.

Je vous remercie.